SELON LE CONSULTANT ET STRATÈGE PÉTROLIER, PIERRE TERZIAN

L'Opep doit développer de nouvelles alliances

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) doit développer de nouvelles alliances, considère le consultant et président de la société de conseil et presse pétrolière, Petrastratégies, Pierre Terzian.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lors d'une conférence animée hier au siège de Sonatrach, sur le thème : «Le prix du pétrole, les tenants et les aboutissants de la crise», Pierre Terzian estimera qu'«il faut passer par de nouvelles alliances. Elargir le cercle des alliances», relevant dans ce contexte la pertinence de la démarche de l'Algérie en vue d'une régulation meilleure du marché pétrolier.

Voire l'organisation pétrolière «a encore un rôle à jouer», assure ce consultant qui observe néanmoins que l'Opep est confrontée à une triple contrainte. Ainsi, l'organisation pétrolière pâtit d'une vulnérabilité liée à l'application de prix d'équilibre budgétaire trop élevés.

En outre, elle doit s'adapter à l'abondance d'offre, gérer un rapport de forces défavorable pour elle et se préparer à la révolution technologique et la mise en œuvre d'innovations. Comme l'Opep est également confrontée à une importante «contradiction» entre ses membres. Soit une divergence entre les pays pour lesquels «ce qui importe, c'est le revenu (d'exportation)», citant le cas notable de l'Algérie, et les pays qui n'ont pas ce «souci» mais considèrent essentiellement la valeur géopolitique, stratégique et politique que la ressource leur confère, évoquant ainsi le cas de l'Arabie Saoudite. Or, c'est justement la fin du deal contracté depuis des décades entre l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis que l'hôte de Sonatrach avancera concernant la baisse des cours du pétrole, au-delà de la mauvaise perception de l'impact de la baisse des prix sur la Russie. Portant sur la sécurité d'approvisionnement en pétrole des Etats-Unis contre la sécurité militaire du royaume wahhabite, ce deal n'a plus de raison dans le contexte où les Etats-Unis n'importent plus aussi intensément du pétrole saoudien et que l'Arabie Saoudite n'exerce plus un rôle de pivot commercial. Comme les Etats-Unis peuvent s'adapter à des prix du pétrole bas, un facteur favorable selon le leadership américain, notera Pierre Terzian, et sont à même de garantir leur indépendance énergétique, grâce à la production de gaz de schiste.

Photo : Newpress

Pierre Terzian, président de Petrastratégies.

A propos de la valorisation de cet hydrocarbure non-conventionnel, sujet à controverse et notamment en Algérie, Pierre Terzian se refusera à formuler une quelconque appréciation. «Il faut attendre que la rationalité reprenne ses droits», observera le directeur de Petrastratégies, tout en ayant explicité auparavant que le développement de cette ressource se poursuivra mais de manière notamment optimisée aux Etats-Unis.

Concernant l'évolution des prix du pétrole, le directeur de Petrastratégies ne formulera aucune prévision même s'il n'écarte pas la possibilité de la remontée des cours à la fin de l'année, dans la mesure où la demande américaine devrait augmenter et que l'excès d'offre non utilisée pourrait se résorber. Mais également dans la mesure où l'Arabie Saoudite n'investit pas dans le développement de ses capacités de production et que le maintien de prix bas ne sera pas opportun à terme pour la puissance régionale du Moyen-Orient.

Voire, tant les compagnies pétrolières que celles de services, au-delà de leurs politiques de coûts, ne sont pas convaincues du maintien à la baisse des cours de l'or noir, indiquera l'hôte de Sonatrach.

C. B.

APRÈS L'AGRESSION D'UNE PROFESSEURE PAR UN ÉTUDIANT

Grève des enseignants à la Faculté SNVST de Bouira

Rien ne va plus à la Faculté des sciences de la nature et de la vie et des sciences de la terre (SNVST) de l'université de Bouira. La dégradation de la situation a atteint son paroxysme ce jeudi, lorsqu'une enseignante qui venait de prendre un étudiant en flagrant délit de transmission des réponses à une autre étudiante, s'est vu agressée par cet étudiant.

Une agression que les enseignants de la Faculté, une soixantaine, ont décidé de ne pas taire et d'ébruiter au maximum en organisant ce dimanche, après la décision d'un arrêt total des cours, une assemblée générale à l'issue de laquelle, en présence de 59 enseignants, a été élaborée une plateforme de revendications dont l'interdiction d'accès de l'étudiant agresseur de l'enseignante et son exclusion définitive de l'université de Bouira.

Lors de cette assemblée, les enseignants ont, dans un procès verbal remis à la presse, dressé un constat des plus alarmants de la situation qui prévaut au sein de la Faculté et l'université de Bouira en général.

Ainsi, ces enseignants rappellent que la faculté SNVST a vécu un début d'année très perturbé à cause de «multiples arrêts de cours qui sont souvent décidés à la hâte par un groupuscule d'étudiants, parfois étrangers à la Faculté, et pour des raisons considérées souvent comme des subterfuges».

Et l'agression de l'enseignante jeudi dernier n'a été, semble-t-il, que la goutte qui fait déborder le vase. Les enseignants, qui rappellent que «le nombre de fraudes en période d'examen et d'indiscipline est inquiétant», avancent une autre information très grave si elle venait à être confirmée. A savoir que ledit étudiant, auteur de cette agression et qui serait un récidiviste, «prétend être capable de faire la pluie et le beau temps au sein de cette université et se vante de l'appui du recteur de l'université» (!?).

Cela étant, les enseignants de la Faculté SNVST, qui dénoncent fermement l'acte de violence perpétré contre une enseignante, ont décidé de deux journées de protestation durant lesquelles aucune activité pédagogique ne sera assurée. Outre cette décision, ces enseignants ont élaboré une plateforme de revendications de sept points, dont, entre autres, l'exclusion définitive de cet étudiant, la fin du laxisme affiché par l'administration centrale dans la gestion des situations cruciales, l'installation de conseils de discipline au niveau des départements, des facultés et de l'université dans l'immédiat, la réalisation d'une clôture séparant la Faculté SNVST du chantier limitrophe et l'installation d'agents de sécurité à l'entrée des blocs pédagogiques afin que les enseignants se sentent en sécurité.

Rappelons que le Cnes, le Conseil national des enseignants du supérieur de l'université Akli-Mohand-Oulhadj de Bouira, a convoqué une réunion d'urgence pour hier dans la soirée afin de débattre de la situation, surtout après l'agression de l'enseignante au niveau de la Faculté des sciences de la nature et de la vie et des sciences de la terre. Un précédent que les enseignants de toute l'université veulent voir banni à tout jamais de cette institution, symbole du savoir par excellence.

Y. Y.

INTEMPÉRIES

Plusieurs axes routiers affectés au centre et à l'ouest du pays

Plusieurs axes routiers ont été fermés à la circulation routière dimanche au Centre et à l'Ouest du pays des suites d'intempéries, selon un bilan établi par la Gendarmerie nationale qui a déployé ses unités pour apporter aide et assistance aux citoyens.

L'amoncellement de la neige a conduit au blocage des routes à la circulation routière notamment dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira, Béjaïa et Bordj-Bou-Arreridj, a-t-on précisé.

A Tizi-Ouzou, la route est bloquée au niveau de la RN 15 reliant Tizi-Ouzou à Bouira, au col de Tirourda, commune d'Iferhounène, de la RN 33 reliant Tizi Ouzou à Bouira, près de l'ancien stade Boussoule, commune d'Aït-Boumahdi.

La RN 30 reliant Tizi Ouzou à Bouira, au Col Tizi Tirkabine, commune d'Iboudrarène et le CW 253, reliant Illilten à Chellata, dans la circonscription communale d'Illiten sont également fermés.

La wilaya de Bouira a vu, elle aussi, la fermeture de ses RN 15 reliant Bouira à Tizi Ouzou, au Col Tirourda, commune d'Aghbalou, la RN 30 reliant Bouira à Tizi-Ouzou, au lieu dit Tizi-N'koulen, commune de Saharidj, la RN 33, reliant Bouira à Tizi-Ouzou à Tikjda, commune d'El-Asnam et la RN 62, reliant Bouira à Médéa aux PK 101 et 117, sur une distance de 16 km, dans la circonscription de Sour-El-Ghozlane. Deux de ses chemins de wilaya sont concernés par la fermeture aussi, il s'agit du CW 12, entre les communes de Dechmia et Rridane, sur une distance de 20 km et le CW 06, reliant Aït-Laaziz à Boghni (Tizi-Ouzou), du PK 10 au 13, dans la circonscription de Aït-Laaziz.

A Béjaïa, ce sont la RN 12, reliant Béjaïa à Tizi-Ouzou, à hauteur du village Aghoulad, commune d'Adekar, la RN 26 A, reliant Béjaïa à Tizi-Ouzou, au col de Chellata, la RN 106, reliant Béjaïa à Bordj-Bou-Arreridj, sur une distance de 12 km dans la circonscription communale de Boudjellil qui sont fermées.

Il s'agit également du CW 07, reliant Tazmalt à Béni Mellikeche, à hauteur du village Aguntour, commune de Béni Mellikeche, du CW 15 reliant Béjaïa à Bouira, dans les circonscriptions communales de Béni-Méllikeche et Sidi-Ayed et du CW 159, reliant Chellata à Ouzellaguène, à hauteur du village Allma, commune de Chellata. Même situation à Bordj-Bou-Arreridj qui a vu, elle aussi, sa RN 76 reliant Bordj-Bou-Arreridj à Sétif, à hauteur du village Lamdafea commune de Djaâfra, son CW 43, reliant Djaâfra à El-Main, au lieudit Boukhtala, commune de Djaâfra, et du CW 44, reliant Djaâfra à Ouled-Dahmane, au lieudit Taaroussine commune de Djaâfra, fermés à la circulation.

Les wilayas de Blida, Médéa, Sidi Bel Abbès, Aïn-Témouchent, El-Bayadh, Béchar et Mila ont, elles aussi, vu plusieurs chemins de wilaya et routes nationales fermés à la circulation à cause des débordements de Oued-Lamteur, de Oued-Barkach, de Oud-Zouzfana mais aussi après amoncellement de neige.

APS

SUITE À LA MULTIPLICATION DES OPÉRATIONS DE CONTRÔLE À CONSTANTINE

Le Snapo dénonce un «acharnement» des services du commerce

Le bureau de wilaya du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) de Constantine a déploré, dimanche, «l'acharnement et la multiplication» des contrôles par les inspecteurs de la Direction du commerce (DCP) alors que cette mission relève d'une prérogative exclusivement dévolue au département de la santé».

Pour le président du bureau du Snapo, Issam Boulakhras, qui intervenait au cours d'une conférence de presse organisée dans un hôtel de la nouvelle ville Ali-Mendjeli, «seul le pharmacien-inspecteur, nommé par décret ministériel, est habilité à effectuer ce type d'inspections conformément à la loi n° 98-09 du 19 août 1998 relative à la protection et à la promotion de la santé qui stipule que le contrôle et l'inspection des officines relèvent exclusivement de la compétence des pharmaciens-inspecteurs».

Le président du bureau de Constantine du Snapo a annoncé, au cours de cette conférence de presse, une «grève générale» assortie d'un sit-in devant la wilaya, le 11 mars prochain, en signe de protestation contre ces contrôles de la Direction du commerce.

La décision de ce débrayage, a-t-il ajouté, a été prise «à l'unanimité» lors d'une assemblée générale tenue le 17 février «en présence de 70% des 370 pharmaciens d'officine adhérents au bureau de wilaya du Snapo.

Selon M. Boulakhras, le Snapo «compte reconduire ce mouvement tous les quinze jours au cas où ce problème n'est pas réglé par la Direction du commerce». Les portes du dialogue sont «toujours ouvertes», a-t-il encore ajouté, avant de solliciter, toutefois, l'intervention du wali pour mettre un terme à ce litige.

APS